

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

DIRECTION
DE LA PROTECTION JUDICIAIRE
DE LA JEUNESSE

LE DIRECTEUR

Paris, le 22 décembre 2006

Note à l'attention de

**Madame et Messieurs les directeurs régionaux
de la protection judiciaire de la jeunesse**

**Mesdames et Messieurs les directeurs départementaux
de la protection judiciaire de la jeunesse**

**Monsieur le Directeur général du Centre national de
formation et d'études**

D n° 200600138745

Objet : Application dans les services et les établissements de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse de l'interdiction de fumer dans les lieux à usage collectif, prévue par le décret n° 2006-1386 du 15 novembre 2006

Le secrétariat général du ministère de la justice a défini dans sa circulaire n° JUSA 0600415 C du 11 décembre 2006 les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les services du ministère de la justice. Cette dernière indique notamment que *« le texte exclut toute dérogation pour les jeunes pris en charge et les professionnels dans les établissements pour mineurs et jeunes majeurs de la PJJ »*.

La circulaire en objet vient préciser la mise en œuvre de ces dispositions au sein des services et établissements de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse.

Il vous appartient de la diffuser à l'ensemble des services et établissements relevant de votre autorité et de décliner un accompagnement adapté en vue de la mise en œuvre effective de cette nouvelle réglementation. Les représentants du secteur associatif habilité de vos territoires doivent être informés de ces dispositions et de l'obligation de les respecter.

Sans méconnaître les difficultés qui ne manqueront pas d'apparaître, je vous demande de sensibiliser vos personnels à l'enjeu national de santé publique auquel répondent ces règles.

Dans cet esprit, les directeurs départementaux se rapprocheront des services de santé compétents dans la prise en charge des fumeurs et dans l'animation d'actions de prévention afin de construire avec eux les réponses adaptées à nos publics.

J'appelle votre attention sur la date d'application du décret fixé au 1^{er} février 2007.

DPJJ
13, place Vendôme
75042 Paris Cedex 01
Téléphone : 01 44 77 71 13
Télécopie : 01 44 77 67 34

Je demande aux directeurs régionaux et au directeur général du CNFE d'établir et de m'adresser un bilan de mise en œuvre aux dates des évaluations recueillies par les préfets, les **15 février et 31 mars 2007**.

Ces bilans décriront :

- l'état de l'application de la réglementation dans les services et les établissements,
- les mesures de contrôle mises en place,
- les projets et le calendrier des actions,
- le plan de formation des personnels (calendrier et nombre de bénéficiaires).

Vous me communiquerez aussi les sanctions qui auront été éventuellement prises à l'égard d'agents ou de mineurs.

Le directeur de la Protection judiciaire de la Jeunesse
Miche DUVETTE



Paris, le 22 décembre 2006

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

☐ Note ☒ circulaire

Date d'application : immédiate

DIRECTION
DE LA PROTECTION JUDICIAIRE
DE LA JEUNESSE

**SOUS DIRECTION
DES MISSIONS DE PROTECTION JUDICIAIRE
ET D'EDUCATION**

BUREAU
DES METHODES
ET DE L'ACTION EDUCATIVE
K2

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

à

1. POUR ATTRIBUTION

Madame et Messieurs les Directeurs régionaux de la protection judiciaire de la jeunesse
Mesdames et Messieurs les Directeurs départementaux de la protection judiciaire
de la jeunesse
Monsieur le Directeur général du Centre National de Formation et d'Etudes

NE NOR : NOR JUS F06 50 198 C

NE Circulaire : DPJJ

Mots clés : tabac, interdiction de fumer, décret n°2006-1386 du 15/11/2006, dispositions dans la prise en charge éducative, modalités réglementaires à l'égard du personnels

Titre détaillé : Application dans les services et les établissements de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'interdiction de fumer dans les lieux à usage collectif, prévue par le décret n° 2006-1386 du 15 novembre 2006

Modalités de diffusion

Diffusion directe aux directeurs régionaux et départementaux de la PJJ et par l'intermédiaire de ces derniers aux directeurs de services et d'établissements,
Diffusion directe au directeur du CNFE et par l'intermédiaire de ce dernier aux pôles territoriaux de formation

PUBLICATION : Bulletin Officiel, Intranet

DPJJ
13, place Vendôme
75042 Paris Cedex 01
Téléphone : 01 44 77 71 13
Télécopie : 01 44 77 67 34

PLAN

I. DISPOSITIONS ET PROCEDURES DANS LA PRISE EN CHARGE EDUCATIVE

II. MODALITES D'APPLICATION DU NOUVEAU DISPOSITIF LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE PAR LES PERSONNELS DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE.

II-1 Champ d'application

II-2 Mise en place d'une signalisation

II-3 Prévention et accompagnement

II-4 Responsabilités et contrôle

a) Les chefs de service

b) La responsabilité des agents

III. LA MISE EN OEUVRE DU DECRET N° 2006-1386 DU 15 NOVEMBRE 2006 A CHAQUE ECHELON TERRITORIAL

Les directeurs de service

Les directeurs départementaux

Les directeurs régionaux

L'administration centrale

Le tabac demeure l'une des premières causes de mortalité en France. De plus, au plan international, est mise en avant la nécessité d'une protection contre l'exposition à la fumée du tabac.

C'est pourquoi le gouvernement a décidé de poursuivre la lutte contre le tabagisme en renforçant les dispositions d'application de la loi « Evin » du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme.

Comme plusieurs partenaires européens - l'Irlande en mars 2004, l'Italie en janvier 2005, ou encore l'Espagne en janvier 2006- la France s'engage dans la voie d'une interdiction de fumer dans les lieux publics pour améliorer cette protection contre le tabagisme passif.

L'article L.3511-7 du code de la santé publique prévoit qu'« *il est interdit de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif, notamment scolaire, et dans les moyens de transports collectifs, sauf dans les emplacements expressément réservés aux fumeurs* ». Cet article précise qu'un décret en Conseil d'Etat définit les conditions d'application de cette interdiction.

Le décret n° 2006-1386 du 15 novembre 2006, codifié aux articles R.3511-1 à R.3512-2 du code de la santé publique, abroge les dispositions issues du décret n°92-478 du 29 mai 1992 et renforce la réglementation applicable à l'interdiction de fumer dans les lieux à usage collectif.

Outre les modalités afférentes à l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif, il convient de rappeler l'article L.3511-2-1 : « *Il est interdit de vendre ou d'offrir gratuitement, dans les débits de tabac et tous commerces ou lieux publics, des produits du tabac ou des ingrédients définis au deuxième alinéa de l'article L.3511-1 à des mineurs de moins de seize ans* ». ¹

Le nouveau dispositif confirme et élargit l'interdiction de fumer :

- aux lieux fermés et couverts qui accueillent du public ou constituent un lieu de travail, sauf dans les emplacements expressément réservés aux fumeurs (art. L. 3511-7 du code de la santé publique),
- aux moyens de transport collectifs,
- aux espaces non couverts des établissements scolaires et accueillants des mineurs.

Dans ces lieux, une signalisation (déterminée par arrêté du ministre chargé de la santé) rappellera ce principe d'interdiction. Cette signalisation est téléchargeable sur le site www.tabac.gouv.fr.

La création d'emplacements réservés aux fumeurs reste possible dans certains lieux accueillant du public. Elle est exclue dans les établissements accueillant des mineurs (établissements d'enseignement, centres de formation des apprentis, établissements destinés à ou régulièrement utilisés pour l'accueil, la formation, l'hébergement ou la pratique sportive des mineurs et établissements de santé).

¹ (Loi n° 2003-715 du 31 juillet 2003 art. 3 I Journal Officiel du 3 août 2003)
(Ordonnance n° 2006-596 du 23 mai 2006 art. 5 Journal Officiel du 25 mai 2006)

Les connaissances scientifiques, notamment sur le tabagisme passif, ont progressé. En conséquence, la présence, dans les mêmes lieux, de fumeurs et de non-fumeurs ne doit pas être appréhendée seulement comme un problème de société mais comme une question de santé publique.

A compter du 1^{er} février 2007, il sera donc interdit de fumer du tabac dans tous les lieux affectés à l'accueil des mineurs, pour le public comme pour le personnel.

Le fait de fumer dans ces lieux est passible de l'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe.

Si la législation vise à limiter la consommation de tabac, notamment pour les mineurs, la question du tabagisme au sein d'unités éducatives doit faire l'objet d'une démarche cohérente pour l'ensemble de la population présente dans les structures, professionnels et public pris en charge.

L'organisation mise en place, la posture et le discours des adultes à l'égard des jeunes concernant le tabagisme actif et passif seront déterminants dans la façon dont la loi sera respectée et dans la réalisation de son objectif de réduction ou d'arrêt de la consommation tabagique.

Les établissements d'éducation et de formation doivent être des lieux d'exemplarité, de prévention et d'éducation en matière de santé.

La présente circulaire a pour objet de préciser les dispositions et procédures dans la prise en charge éducative des jeunes confiés à la direction de la protection judiciaire de la jeunesse. Elle a également pour objet de préciser les modalités d'application du nouveau dispositif législatif et réglementaire par les personnels de la DPJJ.

I. DISPOSITIONS ET PROCEDURES DANS LA PRISE EN CHARGE EDUCATIVE

Les données de l'enquête INSERM de 2004 « La santé des jeunes de 14 à 20 ans pris en charge par les services du secteur public de la PJJ, sept ans après » confirment que le tabagisme est un problème grave chez les jeunes qui sont confiés à la DPJJ.

Le tabac est en effet le produit le plus largement consommé par ces jeunes :

- 59% des garçons et 62% des filles fument au moins une cigarette par jour,
- 32% des garçons et 40% des filles fument au moins 11 cigarettes par jour.

L'âge de la première cigarette se situe entre 12 et 13 ans. La proportion de fumeurs augmente avec l'âge, notamment chez les fumeurs quotidiens.

Le tabagisme quotidien des jeunes suivis par la DPJJ (plus d'un jeune sur deux) est plus accentué qu'en population scolaire (un jeune sur trois), même si la diminution du nombre de fumeurs, notamment réguliers, constatée depuis quelques années est aussi observée chez les jeunes pris en charge par la DPJJ (environ -20%). Toutefois, dans la même population, la consommation des substances illicites, dont le cannabis, a augmenté et demeure supérieure à celle de la population générale.

Chez l'adolescent, l'initiation au tabac est influencée par la présence de fumeurs dans l'environnement, la pression émanant des pairs, la facilité d'obtention du produit. Les jeunes

au stade de l'expérimentation fument rarement de manière régulière ; ils fument pour s'affirmer ou obtenir des bénéfices immédiats ressentis, pour répondre aux stimuli environnementaux ou aux difficultés d'identité qu'ils rencontrent dans leur processus d'autonomisation. La dépendance au tabac se développe rapidement (de quelques mois à quelques années) après l'initiation. Le tabagisme est significativement associé à la consommation d'alcool, notamment le week-end, et aux autres substances psycho-actives (cannabis, médicaments).

La stratégie à mener en matière de tabagisme s'inscrit pleinement dans la démarche éducative, non seulement dans sa dimension de prise en compte de la santé mais aussi dans ses objectifs propres dont fait partie l'intégration des règles et des lois.

Elle doit notamment permettre de faire face aux frustrations qui peuvent résulter de l'interdiction légale en s'appuyant sur les équipes éducatives, sur les valeurs et les exemples qu'elles transmettent. Elle doit également s'inscrire dans le cadre du projet éducatif individualisé qui associera les parents ou les représentants légaux du mineur, titulaires de l'autorité parentale et chargés à ce titre de veiller en premier lieu à la santé du jeune.

Les démarches d'accompagnement éducatif en cette matière impliquent donc l'évaluation de la place qu'occupe le tabagisme pour chaque adolescent : conduite d'essai, pratique de convivialité, conduite à risque ou conduite d'opposition, voire conduite de dépendance physique ou psychique. Cette démarche doit permettre, outre l'analyse des difficultés chez le fumeur régulier, de renforcer la décision d'abstinence chez les non fumeurs et de confronter les fumeurs irréguliers aux inconvénients du tabac.

La prise en charge devra proposer des ressources : moyens de communication et d'expression de soi, des expériences susceptibles de restaurer la confiance en soi et l'estime de soi plutôt qu'une simple mise en garde sur les effets du tabagisme.

Elle sera d'autant plus nécessaire que les jeunes accueillis dans le cadre d'un placement judiciaire, notamment en centre éducatif fermé, ou incarcérés, sont soumis à une interdiction totale de consommer du tabac contrairement aux jeunes vivants à leur domicile.

Si le rappel des règles est un préalable, il convient d'être attentif aux situations individuelles, de proposer, en concertation avec les titulaires de l'autorité parentale, une évaluation de celles-ci avec les services de soins, d'aménager des espaces et des temps d'évolution dans la prise en charge de cette problématique et enfin d'adapter les sanctions en prenant en compte les éléments de dépendance physique et psychique et les angoisses des mineurs.

Le sevrage est un épisode particulièrement éprouvant pour le fumeur qui tente de s'affranchir de l'usage du tabac et constitue un temps favorable à une rechute. Il est recommandé d'adapter la méthode (pharmacologique et/ou non pharmacologique) au profil du fumeur afin de réduire les symptômes liés au sevrage et de renforcer l'estime de soi. Le soutien par la famille, le milieu éducatif, scolaire et professionnel ainsi que les professionnels de santé est d'une importance majeure.

Les réponses et les modalités d'application devront intégrer tant cette dimension personnelle que celle du fonctionnement du service. Il conviendra de veiller à leur effectivité et de proposer aux mineurs un cadre sécurisant par la cohérence et la pertinence des interventions et des comportements des adultes eux-mêmes.

Il importe toutefois que la mise en application de l'interdiction de fumer dans les locaux accueillant des mineurs n'engendre pas de violence, ni de problème de voisinage du fait des regroupements réguliers de jeunes seuls sur la voie publique qui pourraient en résulter.

Les réponses à envisager devront prendre en compte ces différentes préoccupations et pourront donc comporter :

- des actions d'information/ sensibilisation s'appuyant sur :
 - des ressources documentaires (kits d'information, signalétique) proposées sur le site internet www.tabac.gouv.fr,
 - la promotion du sevrage tabagique à l'aide des brochures éditées par l'institut national de prévention et d'éducation à la santé (cf. catalogue sur le site www.inpes.sante.fr) et sur le site www.tabac-info-service.fr,
- des accompagnements au sevrage vers les consultations de tabacologie qui proposent soit des accueils en groupe instaurant une dynamique collective, soit une prise en charge individuelle pour un accompagnement personnalisé du fumeur,
- des activités à destination du public pris en charge valorisant le bien-être lié à l'arrêt du tabagisme, la réduction des facteurs de vulnérabilité, le renforcement des facteurs de protection.

Le règlement de fonctionnement de l'établissement, rendu obligatoire par la loi du 2 janvier 2002, devra être une source d'information.

Il rappellera les conditions d'application de l'interdiction de fumer ainsi que les sanctions pénales encourues (amende prévue pour les contraventions de la 3^{ème} classe, d'un montant maximum de 450 euros²). La démarche des équipes éducatives utilisera l'interdiction posée par la loi pour donner toute sa place à un travail éducatif incluant la contrainte, mais aussi les démarches de sevrage.

Il sera nécessaire de s'appuyer sur la formation initiale et continue des éducateurs et des directeurs de service pour introduire cette nouvelle dimension dans la prise en charge éducative.

II. MODALITES D'APPLICATION DU NOUVEAU DISPOSITIF LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE PAR LES PERSONNELS DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE.

II-1 Champ d'application.

Sont concernés par une totale interdiction de fumer tous les lieux à usage collectif mentionnés à l'article R.3511-1 du code de la santé publique. Il s'agit :

1°) des locaux de travail : bureaux, ateliers, locaux techniques, bibliothèques, salles de réunion et de formation ..., qu'ils soient occupés par un ou plusieurs agents ;

² pour les contraventions de la 3^{ème} classe : l'amende forfaitaire est d'un montant de 68 euros, l'amende majorée, passé un délai de 45 jours, est d'un montant de 180 euros, et, en cas de contestation, l'amende maximale encourue est d'un montant de 450 euros.

2°) des locaux affectés à l'ensemble du personnel et au public pris en charge : locaux d'accueil et de réception, locaux de restauration collective, lieux de passage (couloirs, coursives, paliers ...), salles et espaces de repos, espaces d'hébergement, locaux médicaux et sociaux, locaux syndicaux au sein d'immeubles administratifs, locaux réservés aux activités culturelles ou sportives, locaux sanitaires, parkings fermés ;

3°) des moyens de transport collectif : véhicules de transport routier de personnes dont les véhicules de service utilisés par les agents ;

4°) des espaces non couverts des établissements et services destinés à l'accueil, à la formation ou à l'hébergement des mineurs : jardins, cours, terrains (milieu ouvert, insertion, hébergement).

Les emplacements mis à la disposition des fumeurs prévus à l'article R.3511-2 ne peuvent pas être créés dans les établissements utilisés pour l'accueil, la formation, l'hébergement des mineurs. Les établissements de la protection judiciaire de la jeunesse sont concernés par cette restriction, tout comme l'ensemble des établissements visés à l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles.

Par ailleurs, la circulaire du ministère de la justice du 11 décembre 2006 relative à l'interdiction de fumer dans les lieux à usage collectif précise pour les lieux n'accueillant pas de mineurs « ... *qu'il ne sera pas aménagé d'emplacements à la disposition des fumeurs sauf sur autorisation expresse du responsable des lieux.* ». **Cette disposition concerne les directions départementales, régionales et l'administration centrale où il sera possible de fumer à l'extérieur des bâtiments administratifs.**

De même, c'est uniquement dans les espaces ouverts du CNFE et de la future ENPJJ qu'il sera autorisé de fumer. Les modalités d'application du nouveau dispositif législatif et réglementaire dans les chambres du CNFE et de la future ENPJJ seront précisées dans le règlement intérieur de ces écoles.

II-2 Mise en place d'une signalisation

Dans tous les locaux mentionnés au II-1 de la présente circulaire, le principe de l'interdiction de fumer sera rappelé par une signalisation apparente accompagnée d'un message de prévention. Cette signalisation est déterminée par arrêté du ministre chargé de la santé.

Cette signalisation devra notamment figurer dans les halls d'accès des bâtiments, dans les lieux de circulation et d'affluence, les lieux ouverts au public, dans les espaces de vie communs, les bureaux, etc. et devra être apposée de façon visible.

II-3 Prévention et accompagnement

L'application stricte de l'interdiction de fumer doit s'accompagner d'un effort particulièrement important en ce qui concerne la prévention à l'égard des agents fumeurs.

Les services de médecine de prévention doivent être rapidement sollicités pour effectuer un travail d'information à destination des agents lors des visites médicales réglementaires mais également par voie d'affichage.

En concertation avec les médecins de prévention, une réunion de sensibilisation des personnels doit être organisée d'ici la fin du premier trimestre 2007 dans chaque direction régionale et au CNFE. Cette réunion doit se dérouler en deux temps : un temps de rappel des dispositions législatives et réglementaires et un temps consacré à l'accompagnement médical susceptible d'être proposé aux agents, notamment les modes d'arrêt du tabac (substituts nicotiniques³) ou les consultations de tabacologie.

Ces réunions devront être déclinées au niveau départemental et des services.

Des campagnes anti tabac et des manifestations telles qu'expositions, distribution de plaquettes d'information pourront compléter ce dispositif.

Les moyens modernes de communication, et notamment l'internet (site <http://www.tabac-info-service.fr>) et l'intranet, pourront être utilisés.

Outre le recours aux médecins de prévention, ces actions pourront être proposées et mises en œuvre avec le concours des inspecteurs hygiène et sécurité ainsi qu'avec celui des instances paritaires, notamment les comités d'hygiène et de sécurité.

Ces actions de prévention devront être mentionnées dans les documents relatifs à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs (documents uniques).

II-4 Responsabilités et contrôles

a) Les chefs de service.

- Rappel relatif à la définition du chef de service

Le décret n°2006-1386 du 15 novembre 2006 fait référence à la notion de « responsable des lieux » (article R.3512-2). Il s'agit en pratique des chefs de service qui, en raison de leur qualité ou de la délégation de pouvoir dont ils disposent, ont l'autorité et les moyens nécessaires pour assurer l'application de ce décret.

Il est rappelé qu'au titre du décret n°82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène, à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique, le chef de service, dans la limite de ses attributions et dans le cadre des délégations qui lui sont consenties, doit veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous son autorité. Cette obligation vaut tout particulièrement en matière de tabagisme passif.

La circulaire du Garde des Sceaux du 2 mars 1998 relative à la responsabilité des chefs de service en matière d'hygiène et de sécurité du travail et à la mise en place des ACMO définit les chefs de service de la protection judiciaire de la jeunesse.

Il s'agit :

- des directeurs régionaux,
- des directeurs départementaux,
- des directeurs d'établissements et de services,
- du directeur du CNFE et de la future ENPJJ.

³ La prise en charge des traitements d'aides à l'arrêt par les caisses d'assurance maladie se fera sur demande qui permettra la remise de deux bons de 25€

- Le rôle du chef de service

Le chef de service est responsable de la mise en œuvre de cette circulaire et du respect de l'interdiction de fumer édictée par le code de la santé publique.

Il s'appuie en tant que de besoin sur les ACMO, les inspecteurs hygiène et sécurité, les médecins de prévention et les personnels infirmiers.

Il effectue un contrôle régulier et effectif du respect des règles édictées. Il rappelle ces règles aux contrevenants et, le cas échéant, fait usage de son pouvoir hiérarchique pour les contraindre à les respecter.

Le chef de service qui fume dans un lieu où il est interdit de fumer s'expose à la sanction pénale prévue pour les contraventions de la 3^{ème} classe (amende d'un montant de 450 euros au plus) en application de l'article R.3512-1 du code de la santé publique⁴).

Le chef de service qui ne met pas en place la signalisation prévue s'expose à la sanction pénale prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe (amende d'un montant de 750 euros au plus) en application de l'article R.3512-2 du code de la santé publique⁵.

Enfin, le chef de service qui favorise sciemment, par quelque moyen que ce soit, la violation de l'interdiction de fumer, s'expose à la sanction pénale prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe (amende d'un montant de 750 euros au plus) en application de l'article R.3512-2 du code de la santé publique. Cette dernière infraction, qui exige la constatation par procès-verbal des circonstances précises de la commission des faits incriminés, ne pourra pas faire l'objet de la procédure de l'amende forfaitaire (article 4 du décret du 16 novembre 2006).

Ainsi, le fait, pour le chef de service, de proposer du tabac à un agent ou à un jeune accueilli pourrait constituer un comportement susceptible de relever de ces dispositions. Il s'expose par ailleurs à une sanction disciplinaire à défaut de respecter ces obligations.

En établissement pénitentiaire pour mineur (EPM) et en quartier pour mineurs, le chef d'établissement, directeur d'EPM ou de maison d'arrêt est le responsable des lieux. Les professionnels de la DPJJ doivent se conformer à l'ensemble des règles applicables en détention. Ils sont placés sous la responsabilité de leur chef de service PJJ. Ce dernier pourra être saisi par le chef d'établissement de l'administration pénitentiaire en cas de manquement à ces obligations.

b) La responsabilité des agents

L'agent qui fume dans un lieu où il est interdit de fumer s'expose à la sanction pénale prévue pour les contraventions de la 3^{ème} classe (amende d'un montant de 450 euros au plus) en application de l'article R.3512-1 du code de la santé publique.

⁴ Pour les contraventions de la 3^{ème} classe : l'amende forfaitaire est d'un montant de 68 euros, l'amende majorée, passé un délai de 45 jours, est d'un montant de 180 euros, et, en cas de contestation, l'amende maximale encourue est d'un montant de 450 euros.

⁵ Pour les contraventions de la 4^{ème} classe : l'amende forfaitaire est d'un montant de 135 euros, l'amende majorée, passé un délai de 45 jours, est d'un montant de 375 euros, et, en cas de contestation, l'amende maximale encourue est d'un montant de 750 euros.

Il s'expose par ailleurs à une sanction disciplinaire à défaut de respecter cette interdiction.

De manière générale, l'autorité disciplinaire apprécie le degré de sévérité de la sanction à infliger en fonction du degré de gravité des faits (dangerosité du comportement, caractère délibéré ou non de la mise en danger des personnes et des biens, prise en compte ou non des règles édictées ...). Avant d'avoir recours à la procédure disciplinaire, il appartient aux chefs de service de vérifier que les règles édictées ont bien été portées préalablement à la connaissance des contrevenants et d'entamer un dialogue avec eux.

III. LA MISE EN OEUVRE DU DECRET N° 2006-1386 DU 15 NOVEMBRE 2006 A CHAQUE ECHELON TERRITORIAL

Le respect de l'interdiction de fumer s'impose à tous, et il s'appuie sur la responsabilité des chefs de services et d'établissements.

Les directeurs de service et d'établissement veilleront à :

- l'application de cette interdiction dans leurs établissements et services tant par le public que par le personnel ; le projet de service ou d'établissement devra favoriser une réflexion collective de l'équipe éducative sur ce sujet.
- la présence de la signalisation « interdiction de fumer » dans les locaux,
- la modification du règlement de fonctionnement prenant en compte la législation nouvelle : l'interdiction de fumer dans l'établissement, les démarches proposées pour accompagner cette interdiction,
- la prise en compte des questions relatives au tabac dans le volet « santé » du protocole d'accueil des mineurs,
- l'inscription de la démarche de sevrage dans les objectifs du document individuel de prise en charge (D.I.P.C).
- une organisation du service dans l'accompagnement au sevrage des mineurs,
- l'établissement d'une organisation territoriale avec les services de soins pour la prise en charge des jeunes.

Les directeurs départementaux doivent :

- mobiliser de manière prioritaire les personnels chargés de la politique de santé dans le pilotage et la mise en œuvre des actions visant au respect de ces nouvelles dispositions,
- accompagner les services dans la mise en œuvre de pratiques professionnelles en matière de santé,
- instaurer une étroite collaboration avec les services de médecine de prévention tant dans le cadre d'une démarche collective que pour des prises en charge de situations individuelles,
- favoriser la démarche d'accompagnement d'équipe ou d'analyse des pratiques pour garantir la cohérence des adultes dans la réponse aux mineurs,
- mettre en œuvre l'obligation de recueillir les informations en la matière, à la fois en termes de contrôles et de sanctions. Cette remontée se fera auprès de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse ainsi qu'aux préfets de département qui ont la charge d'élaborer au 15 février et au 31 mars un bilan de la mise en œuvre de ce décret.

Les directeurs régionaux ont en charge :

- d'inscrire cette priorité dans les politiques publiques,
- d'animer et d'harmoniser cette réglementation en interdépartementale,
- de valoriser les actions conduites,
- de proposer des actions de formation en lien avec les PTF.

Il revient à l'administration centrale :

- d'accompagner la démarche en proposant des formations actuellement en cours d'élaboration dans un cadre interministériel avec le soutien de la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie,
- de communiquer sur intranet l'ensemble des initiatives locales.
- d'introduire, en lien avec le CNFE, des modules appropriés dans la formation initiale et continue des directeurs des services et des éducateurs.

Vigilant à cette mise en application, vous voudrez bien faire remonter au pôle santé du bureau des méthodes et de l'action éducative, vos besoins en la matière.

J'attire l'attention de tous les personnels, selon leur niveau de responsabilité, sur la nécessaire mobilisation sans délai afin de préparer l'effectivité de ces dispositions pour le 1er février 2007.